

08-01-2019

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

 Liens: [Publication](#) [NBB.stat](#) [Information générale](#)
Comptes non financiers des secteurs institutionnels, troisième trimestre de 2018

- **Taux d'épargne et taux d'investissement des ménages quasi-stables**
- **Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières en légère baisse**
- **Solde de financement des administrations publiques en baisse mais toujours positif**

Ce 8 janvier 2019, l'ICN publie l'estimation des comptes non financiers trimestriels des secteurs institutionnels pour le troisième trimestre de l'année 2018. Les comptes des secteurs sont établis à prix courants et selon le SEC 2010.

INDICATEURS-CLÉS
(données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

		Ménages ¹		Sociétés non financières		Administrations publiques
		Taux d'épargne (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Taux de marge (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Solde de financement (pourcentages du PIB)
2015	I	12,4	10,2	41,5	28,7	-3,4
	II	11,7	9,9	42,0	24,1	-2,9
	III	11,2	10,0	42,6	24,6	-1,5
	IV	11,9	10,0	42,5	24,6	-2,0
2016	I	11,4	10,0	42,4	25,1	-3,4
	II	11,0	10,2	43,3	25,1	-2,4
	III	11,7	10,1	43,1	28,5	-2,7
	IV	11,2	10,2	43,3	25,6	-1,3
2017	I	10,9	10,3	43,7	26,0	-0,9
	II	11,4	10,1	42,9	26,3	-1,2
	III	11,6	10,1	42,8	26,0	-0,6
	IV	12,1	10,0	42,6	26,1	-0,8
2018	I	11,6	10,1	42,8	26,3	-0,1
	II	11,5	10,1	42,5	26,2	+0,8
	III	11,4	10,2	42,3	26,0	+0,4

¹ Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages.

Quasi-stabilité du taux d'épargne des ménages

Au troisième trimestre de 2018, le revenu disponible des ménages s'est accru de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, principalement sous l'impulsion de la hausse des rémunérations des salariés et, dans une moindre mesure, des revenus des indépendants et des revenus locatifs. Les autres composantes du revenu disponible (revenus de la propriété, autres transferts nets courants et impôts courants sur le revenu) ont apporté une contribution légèrement négative à l'évolution du revenu disponible.

Les ménages ayant accru leurs dépenses de consommation de 0,5 %, leur taux d'épargne s'est tassé par rapport au trimestre précédent, passant de 11,5 % à 11,4 % du revenu disponible.

Quasi-stabilité du taux d'investissement des ménages

Au cours de ce troisième trimestre, les dépenses d'investissement des ménages (construction et rénovation de logements et formation brute de capital fixe des indépendants et des ISBL au service des ménages) ont progressé de 0,9 % par rapport au trimestre antérieur. Les investissements, exprimé en pourcentage du revenu disponible, ont augmenté pour atteindre 10,2 % contre 10,1 % un trimestre plus tôt.

Légère baisse du taux de marge des sociétés non financières

Au cours du trimestre sous revue, la valeur ajoutée brute des sociétés non financières a crû de 0,7 % par rapport au trimestre précédent. Les rémunérations des salariés et les impôts nets des subventions sur la production ont progressé de 1,0 %. L'excédent brut d'exploitation a augmenté de 0,3 %. Le taux de marge des sociétés non financières s'est donc inscrit en recul, à 42,3 % contre 42,5 % au cours du deuxième trimestre.

Légère baisse du taux d'investissement des sociétés non financières

Les investissements des sociétés non financières se sont quasi stabilisés au cours du troisième trimestre. Etant donné que leur valeur ajoutée a progressé (+0,7 %), le taux d'investissement des sociétés non financières s'est contracté, passant de 26,2 % au deuxième trimestre à 26,0 % au troisième trimestre.

Dégradation du solde de financement des administrations publiques qui reste positif

Au cours du troisième trimestre de 2018, le solde de financement des administrations publiques établi selon le SEC 2010 s'est chiffré à +0,4 % du PIB, contre +0,8 % du PIB au trimestre précédent. Les recettes se sont contractées, passant de 52,9 % du PIB à 52,5 % du PIB, alors que les dépenses se sont stabilisées à 52,1 % du PIB.

Définitions

- ∅ Les ratios considérés présentent de fortes fluctuations d'un trimestre à l'autre. Afin de dégager les évolutions plus fondamentales, ces séries sont toutes présentées après correction des variations saisonnières et des effets de calendrier.
- ∅ Le taux d'épargne brut des ménages est l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. L'épargne brute est la partie du revenu disponible brut qui n'est pas dépensée sous la forme de consommation finale. Ainsi, le taux d'épargne augmente quand le revenu disponible brut croît plus vite que les dépenses de consommation finale.
- ∅ Le taux d'investissement brut des ménages est la formation brute de capital fixe divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. La formation brute de capital fixe couvre les dépenses en construction et en rénovation de logements par les ménages ainsi que les investissements en capital fixe consentis par les indépendants et par les ISBL au service des ménages.
- ∅ Le taux d'investissement des sociétés est la formation brute de capital fixe divisée par la valeur ajoutée brute.
- ∅ Le taux de marge des sociétés est l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions).
- ∅ Le solde de financement des administrations publiques mesure leur capacité ou leur besoin de financement. Un solde positif (capacité de financement) signifie qu'après la prise en compte de l'ensemble de leurs ressources et de leurs dépenses, les administrations publiques ont la possibilité d'augmenter leurs actifs financiers et/ou de réduire leurs engagements financiers. À l'inverse, un solde négatif (besoin de financement) témoigne de la nécessité pour le secteur de vendre certains de ses actifs et/ou d'accroître son endettement afin de pouvoir financer ses opérations non financières. Le solde de financement est ici exprimé en pourcentage du PIB.